

Abdiquer pour reprendre la main ?

5 juin 2014

L'abdication négociée du Bourbon désigné en 1969 successeur par Franco, a vu les "élites" serrer les rangs



Jean ORTIZ

Depuis quelques années, en Espagne, les manifestations populaires se hérissent du drapeau républicain tricolore. Il y a une petite décennie, la République et son étendard relevaient encore du tabou, et en parler, le brandir, provoquait souvent des réactions agressives. Désormais le choix République/Monarchie est entré pleinement dans le débat citoyen.

L'abdication, le 2 juin 2014, du roi Juan Carlos, négociée avec le parti populaire, de la droite, et le parti socialiste (PSOE), traduit la fébrilité de la monarchie et des classes dominantes espagnoles. En cinq ans, l'image de la monarchie s'est tellement dégradée que, pour la première fois depuis 1975, elle ne recueille l'adhésion que d'un Espagnol sur deux. Selon les sondages du Centre de recherches sociologiques, en avril 2014, les Espagnols notent 3,72 sur 10 le monarque.

Tout l'édifice de la "transition", sur lequel repose la domination de l'oligarchie financière, vacille ; devenu obsolète, il appelle une rapide opération cosmétique : l'abdication d'un roi empêtré dans "les affaires", finissant, et l'accession au trône d'un roi jeune, "moderne", accessible, compétent, réformateur...



La crise et les saignées imposées par la "troïka" ont provoqué, et suscitent toujours plus, chez le peuple, un rejet majoritaire de la "classe politique", un discrédit des institutions, une perte de légitimité de l'Etat espagnol. Les élections européennes ont vu le bipartisme perdre du terrain (recul de cinq millions de voix) au profit notamment de "Izquierda Unida" et du jeune mouvement "Podemos". Le 22 mars 2014, la "Marche de la dignité" a inondé le centre de Madrid de plus d'un million et demi d'indignés, au cri emblématique de : "Oui, c'est possible !"

L'abdication négociée du Bourbon désigné en 1969 successeur par Franco, a vu les "élites" politiques et économiques serrer immédiatement les rangs. L'heure est à préserver les "pactes de la transition" : ils garantissent la "libre entreprise dans le cadre de l'économie de marché" : c'est écrit dans la constitution. Médias, justice, patrons, PP et PSOE, ont rivalisé d'hommages dithyrambiques au roi qui "a octroyé aux Espagnols la démocratie". Les mots des uns et des autres sont interchangeables. Insupportable réécriture de l'histoire. Niés les dizaines de milliers d'antifranquistes morts, exilés, disparus, torturés, garrotés, emprisonnés à Burgos, à Carabanchel, communistes, anarchistes, syndicalistes, militants basques, catalans... ensevelis sous des montagnes de mensonges. Le quotidien "El País", de la multinationale socialiste "Prisa", en a rajouté des tonnes dans l'apologie, titrant son éditorial du 2 juin 2014 : "Un monarque nécessaire". A qui ? Le 4 juin, Juan Luis Cebrian, dirigeant de "Prisa", qualifie dans une tribune le monarque de "moteur du changement". A quand la canonisation ?

Le secrétaire des socialistes, le social-libéral Rubalcaba, se déclare "fier du consensus monarchique" (público.es, 3 juin 2014) ; les socialistes "n'entendent pas le rompre".

Les grands patrons de l'IBEX 35 se sont répandus en louanges aux cris de "Vive le roi !" (El País, 4 juin 2014) lors de la remise, par Juan Carlos, du prix "Royaume d'Espagne à la trajectoire entrepreneuriale", au palais du Pardo. Le monarque a répété, comme il l'a souvent matraqué, que les contributions des patrons sont "fondamentales". Et le roi ne serait qu'un "simple arbitre" ? Neutre ? Tout au long des 36 ans de règne, il n'a cessé de défendre le néo-libéralisme.

Les uns et les autres comptent sur le nouveau roi "Felipe Seis" (et la reine Leticia Ortiz, ex roturière) pour "diriger les changements que le pays nécessite" (et nécessaires pour redorer le blason de la Maison royale). Quid de la volonté et la souveraineté populaires ? Au-delà de l'incompatibilité République/Monarchie, se pose en fait le

problème de la démocratie bafouée.

L'article 57.5 de la constitution oblige, en cas d'abdication, à fabriquer (sur mesure ?) une "loi organique" pour assurer la succession, mais pas l'impunité du sortant. "Inviolable", citoyen au-dessus des autres, le roi l'est dans ses fonctions. Lorsqu'il n'a plus de couronne, il devient un justiciable comme les autres. Or, la "loi organique" PP-PSOE va sans doute garantir à l'abdiquant l'impunité à vie. La constitution stipule également que le roi est "chef de l'Etat". Un nouveau chef de l'Etat espagnol va donc être intronisé sans passer par les urnes. Nous sommes dans le coup d'Etat permanent.

Un processus constituant vers une constitution et une République nouvelles s'impose, comme seule issue démocratique. Mais l'émergence de programmes alternatifs et la convergence des forces de transformation sociale, tardent. Brandir le drapeau républicain constitue un historique pas en avant, mais cela ne saurait suffire à la conquête d'une République sociale, plurinationale, fédérale, anticapitaliste.

Jean Ortiz

Universitaire, Pau (France)